

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/MA/M/17
22 avril 1999

(99-1642)

Comité de l'accès aux marchés

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU 11 MARS 1999

Président: M. Ole Lundby (Norvège)

Ordre du jour de la réunion

| | | |
|-----------|---|----------|
| 1. | Adoption de l'ordre du jour | 1 |
| 2. | Rapport périodique du Comité au Conseil du commerce des marchandises, y compris renseignements factuels sur les dérogations venant à expiration le 30 avril 1999 | 2 |
| 3. | Communication de la documentation concernant le SH96 | 3 |
| 4. | Modalités et fonctionnement de la Base de données intégrée (BDI) | 4 |
| a) | Communication de la documentation demandée – Situation actuelle (G/MA/IDB/2/Rev.4) | 4 |
| b) | Rapport intérimaire sur les travaux effectués par le Secrétariat | 5 |
| c) | Assistance technique | 5 |
| d) | Diffusion de la BDI et communications qui y sont destinées – Rapport du Président | 6 |
| 5. | Établissement des listes codifiées sur feuillets mobiles concernant les marchandises | 7 |
| 6. | Autres questions | 8 |
| a) | Nouvelle-Zélande – Initiative de libéralisation accélérée des droits de douane | 8 |
| b) | Colombie – Rectification de la Liste de la Colombie | 8 |
| c) | Communication des tarifs douaniers en 1999 | 8 |
| d) | Date de la prochaine réunion | 9 |

1. Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour ci-dessus, reproduit dans l'aérogramme WTO/AIR/1033 du 1^{er} mars 1999, a été adopté avec l'adjonction des points 6 a) à d). Le Comité est convenu de reporter à sa prochaine réunion l'examen du point "Élection du Président", car le Président du Conseil du commerce des marchandises n'avait pas encore achevé ses consultations sur la liste des présidents des organes subsidiaires du Conseil du commerce des marchandises.

2. Rapport périodique du Comité au Conseil du commerce des marchandises, y compris renseignements factuels sur les dérogations venant à expiration le 30 avril 1999

Le Président a appelé l'attention du Comité sur le document G/MA/SPEC/10, qui contenait le rapport périodique du Comité. Il a déclaré que ce texte recevrait sa forme définitive à l'issue du débat qui aurait lieu durant la réunion et qu'il serait ensuite présenté au Conseil du commerce des marchandises pour examen à sa réunion du 25 mars 1999. Comme à l'accoutumée, ce rapport contenait, dans les annexes 1 et 2, des tableaux récapitulant les renseignements factuels communiqués par les Membres concernés sur les dérogations et le processus. Dans ce contexte, le Président a demandé au Comité de prendre note des demandes de prorogation présentées par les Membres et des motifs invoqués à cette fin. Il a indiqué que les dérogations pouvaient être divisées en trois groupes: 1) les dérogations accordées compte tenu de l'introduction des modifications du SH96 dans les listes OMC; 2) les dérogations relatives à la transposition des listes antérieures au Cycle d'Uruguay dans le Système harmonisé (Bangladesh, Nicaragua et Sri Lanka); et 3) les dérogations relatives à la renégociation de la Liste de la Zambie à la suite de l'introduction du Système harmonisé. Toutes ces dérogations arrivaient à expiration le 30 avril 1999. Si les demandes étaient approuvées, elles seraient prorogées jusqu'au 31 octobre 1999. En ce qui concernait le premier groupe, un projet de décision portant prorogation de délai à examiner par le Comité avait été distribué le 5 mars 1999 sous la cote G/MA/W/19. Les modifications apportées au texte par rapport à la version précédente portaient sur les dates de référence et la liste des Membres concernés par la prorogation. Le Président a fait observer en outre que la phrase "compte tenu aussi en particulier des réserves générales formulées par les autres Membres," figurant au troisième paragraphe du préambule, avait été mise entre crochets. La question qui se posait en l'occurrence était de savoir si ce passage était pertinent compte tenu des événements et de l'accord qui s'était fait à ce sujet en avril 1998 ou s'il fallait le supprimer.

Le Président a ajouté qu'à ce jour, 30 Membres avaient transmis au Secrétariat des demandes détaillées de prorogation de leur dérogation. Un autre avait demandé à bénéficier de la décision relative à la dérogation. La liste de ces Membres figurait dans les documents G/MA/W/19 et G/MA/SPEC/10. Le Président a fait savoir que, depuis que ces documents avaient été établis, l'Argentine et l'Afrique du Sud avaient demandé à figurer sur la liste, et la Corée avait demandé à en être rayée¹ à la suite de la levée de la dernière réserve concernant son document. Des versions révisées de ces documents² seraient établies pour la réunion du Conseil du commerce des marchandises. Le projet de décision serait ensuite transmis au Conseil du commerce des marchandises pour adoption.

Répondant à une demande d'éclaircissement faite par le représentant de la Bulgarie, le Secrétariat a rappelé que la question des réserves générales avait déjà été débattue de manière approfondie. Il avait été entendu, à la réunion tenue par le Conseil du commerce des marchandises en octobre 1997, que les réserves générales devaient être spécifiées pour le 30 avril 1998, faute de quoi elles seraient considérées comme levées, et qu'à l'avenir, si de telles réserves étaient faites, elles devraient autant que possible être spécifiées. À la connaissance du Secrétariat, la quasi-totalité des réserves avaient été levées ou n'étaient plus valides en vertu de cet accord. Compte tenu de ce qui avait été décidé, on pouvait se demander si le texte entre crochets dans le projet de décision était encore nécessaire.

¹ Le Canada a demandé à être rayé de la liste à la réunion tenue par le Conseil du commerce des marchandises le 25 mars 1999.

² Le document G/MA/W/19 a été republié sous la cote G/MA/W/19/Rev.1, et le document G/MA/SPEC/10 l'a été sous la cote G/MA/61. À la suite de la réunion tenue par le Conseil du commerce des marchandises le 25 mars 1999, le document G/MA/W/19/Rev.1 a été republié sous la cote G/C/W/145.

Le représentant des Communautés européennes a déclaré que, lorsqu'ils avaient débattu de ce sujet en 1997, les Membres avaient jugé qu'il serait utile d'exercer une certaine pression afin que les réserves de caractère général qui avaient été formulées soient spécifiées dès que possible. En conséquence, ils étaient convenus, en octobre 1997, que les réserves qui n'auraient pas été spécifiées au 30 avril 1998 expireraient automatiquement. Cela dit, l'intervenant a tenu à préciser que cet engagement ne concernait pas la nouvelle documentation. La nouvelle documentation relative au SH96 aurait besoin d'être examinée en détail, ce qui ne pourrait pas toujours se faire dans le délai de 90 jours. La délégation des Communautés européennes faisait donc un effort considérable, dans l'esprit de ce qui avait été convenu, pour être aussi spécifique que possible, mais cela n'était pas toujours possible. La possibilité de soulever une réserve générale devait donc lui rester ouverte.

Le représentant du Brésil a déclaré que sa délégation ne voyait pas d'objection à ce que le texte entre crochets soit supprimé ou conservé mais qu'il y avait certaines réserves qui n'étaient pas totalement spécifiques au sujet de la Liste du Brésil.

Le représentant de Hong Kong, Chine a noté que la date limite fixée pour l'introduction des modifications du SH dans les listes OMC avait été reportée à de nombreuses reprises depuis 1995. Sa délégation constatait toutefois qu'un certain progrès avait été accompli et que le nombre de Membres qui demandaient des dérogations ou des prorogations était en baisse, ce qui montrait qu'un plus grand nombre de Membres avaient mené à bien les procédures nécessaires pour introduire les modifications du SH96 dans leurs listes. Elle avait également le plaisir de faire savoir que la Corée serait rayée de la liste à la suite de la levée de la dernière réserve concernant sa notification. L'intervenant a répété qu'il était important que le processus relatif au SH96 s'achève dès que possible et a encouragé les Membres concernés à l'accélérer.

Le représentant de Sri Lanka a déclaré qu'à la suite d'une série de négociations tenues récemment avec deux Membres mentionnés dans la demande de prorogation de Sri Lanka, il avait le plaisir d'informer le Comité que Sri Lanka était sur le point de conclure ses négociations avec un des Membres; l'autre avait demandé de nouvelles précisions sur la Liste de Sri Lanka, que la délégation de Sri Lanka comptait fournir sous peu. L'intervenant a formulé l'espoir que les négociations avec ces Membres s'achèveraient prochainement. Il ne resterait plus alors qu'un partenaire commercial dont Sri Lanka n'avait pas encore reçu de proposition officielle et un avec lequel la délégation de Sri Lanka était persuadée qu'une solution mutuellement satisfaisante serait trouvée compte tenu des progrès déjà accomplis. Dans ces conditions, l'intervenant était optimiste, estimant qu'avec encore une prorogation, Sri Lanka pourrait mener à bien ces négociations à la satisfaction de tous les partenaires commerciaux intéressés.

Le Comité a pris note des déclarations.

3. Communication de la documentation concernant le SH96

Le Président a rappelé que, conformément aux dispositions contenues dans la Décision du Conseil général du 14 octobre 1998 (document WT/L/281) prorogeant jusqu'au 30 avril 1999 le délai applicable aux dérogations accordées aux Membres qui en avaient fait la demande, il était prévu que les Membres concernés devaient avoir présenté à cette date la documentation complète concernant l'introduction de modifications du SH96 dans leurs listes OMC, et que, dans des circonstances spéciales, ils pouvaient demander une assistance technique du Secrétariat.

Le document G/MA/TAR/2/Rev.18 faisait le point sur la communication de la documentation requise. Comme on pouvait le voir, huit Membres bénéficiant actuellement de dérogations n'avaient pas encore communiqué la documentation requise (Afrique du Sud, Bolivie, Bulgarie, El Salvador, Honduras, Mexique, Maroc et Panama). Certains d'entre eux avaient demandé une assistance technique du Secrétariat et étaient en train de préparer leur documentation, qui serait distribuée sous

peu. Les réserves concernant la documentation communiquée par les Membres suivants avaient été levées: Corée, Indonésie, Philippines, République slovaque et République tchèque.

À la date d'aujourd'hui, hormis les huit Membres susmentionnés qui n'avaient pas encore fourni la documentation requise, les communications de 25 Membres – qu'ils aient demandé une prorogation ou non – demeuraient en suspens du fait de la poursuite de consultations et/ou de négociations. Le Président a exhorté les délégations concernées à accélérer le processus de façon à réduire encore le nombre des dérogations.

Le Comité a pris note de la déclaration.

4. Modalités et fonctionnement de la Base de données intégrée (BDI)

a) Communication de la documentation demandée – Situation actuelle (G/MA/IDB/2/Rev.4)

Le Président a appelé l'attention sur le document G/MA/IDB/2/Rev.4, qui faisait le point au 3 mars 1999 de la communication de la documentation sur PC requise pour la BDI. Il a indiqué que 52 Membres et trois pays en cours d'accession avaient présenté des communications. Le Secrétariat l'avait informé que, depuis la distribution de ce document, les Membres suivants avaient présenté des communications: Argentine (importations en 1997 (deuxième communication) et droits effectivement appliqués en 1996); Cuba (droits effectivement appliqués en 1996 (nouveau pays)); République slovaque (droits effectivement appliqués en 1999). Le Secrétariat avait aussi reçu du Secrétariat de l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC) le tarif commun appliqué par les six pays de l'Union (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République centrafricaine et Tchad), ainsi que les statistiques des importations de trois de ces pays (Cameroun, Gabon et République centrafricaine). Ces fichiers ne figuraient pas dans la révision 4 du rapport, car ils n'avaient pas encore été communiqués officiellement par les pays concernés.

Le Président avait indiqué aux Membres, lors de la réunion informelle tenue par le Comité le 23 février 1999, qu'en ce qui concernait le suivi, il serait peut-être utile qu'il envoie une autre lettre aux délégations qui n'avaient pas encore communiqué leur documentation pour la BDI. Cette lettre, avait-il précisé, devrait avoir un caractère plus pédagogique et informatif; il devrait y expliquer la situation, demander aux Membres de faire part des difficultés qu'ils éprouvaient pour élaborer la documentation nécessaire et les informer des possibilités d'assistance technique. Elle avait été rédigée et serait envoyée dès que possible.

Le représentant de la Norvège a déclaré que son pays avait remis peu de temps auparavant ses données tarifaires pour 1999.

Le représentant du Brésil a informé le Comité que son pays remettrait très prochainement sa première notification pour la BDI.

Le représentant des États-Unis a dit que son gouvernement venait d'autoriser le Secrétariat à obtenir de la Division de l'examen des politiques commerciales les données sur les droits appliqués par les États-Unis pour 1999.

Le représentant de l'Australie a informé le Comité que son pays avait communiqué peu avant ses tarifs pour 1999 et les références qui s'y rapportaient.

Le Comité a pris note des déclarations.

b) Rapport intérimaire sur les travaux effectués par le Secrétariat

Le Président a demandé au Secrétariat de rendre compte de ses travaux relatifs à la BDI.

Mme Gagliardi, du Secrétariat, a fait savoir que les communications de 40 pays avaient été converties en un format commun. À cette occasion, il avait fallu procéder à plusieurs opérations de vérification et d'uniformisation, c'est-à-dire valider les codes du SH, les codes des pays et les unités de quantité, créer des droits par défaut et harmoniser la nomenclature des importations et la nomenclature tarifaire lorsque leurs tableaux de corrélations étaient disponibles. Le traitement se faisait au moyen du logiciel de conversion sur PC et des outils spécifiques mis au point par le Secrétariat. À l'issue de ce traitement, les communications nationales étaient transformées en bases de données individuelles en format Access, et chaque pays avait une base de données contenant des fichiers sur les droits de douane, la désignation des produits et les importations et des fichiers de référence nationaux. Le Secrétariat avait aussi travaillé à la mise au point de la fonction de transfert de fichiers, qui était désormais techniquement opérationnelle. Dès que le Comité se serait prononcé sur la question de la diffusion, le Secrétariat pourrait charger les fichiers sur Internet. Cette opération prendrait entre deux et trois semaines. Au sujet de la production du CD-ROM de la BDI, le Secrétariat s'était heurté à quelques difficultés techniques dues au transfert des programmes de l'ordinateur central vers l'environnement PC. Il faudrait environ quatre semaines pour régler le problème technique, puis encore deux ou trois semaines pour produire le nouveau CD-ROM.

Le Comité a pris note de la déclaration.

c) Assistance technique

Le Président a déclaré que les renseignements concernant l'assistance technique avaient déjà été transmis aux Membres par une télécopie du 25 février 1999, qui reproduisait la section consacrée à ce sujet dans la déclaration qu'il avait faite à la réunion informelle du Comité le 23 février 1999. Toutefois, pour que ces renseignements soient officiellement consignés et pour tenir compte de l'évolution de la situation, il a demandé au Secrétariat de résumer ses activités dans le domaine de l'assistance technique.

Mme Gagliardi, du Secrétariat, a fait savoir que les résultats des cinq séminaires régionaux consacrés à la BDI étaient encourageants. Après la première mission qui avait touché 18 pays de l'APEC, le Secrétariat avait reçu huit communications nouvelles. Sept pays de l'APEC figuraient déjà dans la BDI, de sorte que trois pays seulement parmi ceux qui avaient participé au séminaire n'avaient pas encore communiqué leur documentation pour la BDI. À l'issue d'une mission en Amérique centrale qui avait touché neuf pays, le Secrétariat avait reçu quatre communications nouvelles. Deux des pays qui avaient participé à ce séminaire figuraient déjà dans la BDI, de sorte que trois pays seulement parmi ceux qui avaient participé au séminaire n'avaient pas encore communiqué leur documentation. À l'issue d'une mission dans la région des Caraïbes qui avait touché neuf pays, le Secrétariat avait reçu une communication nouvelle et une demande informelle d'assistance technique. Deux communications non officielles avaient également été obtenues par le biais du Secrétariat régional. Il fallait intensifier les efforts d'assistance technique en Afrique. Deux séminaires régionaux touchant 32 pays avaient eu lieu, à la suite de quoi le Secrétariat avait reçu quatre communications et deux demandes d'assistance technique ou de renseignements complémentaires. Trois des pays qui avaient participé au séminaire avaient aussi répondu à la lettre du Président en expliquant les problèmes qu'ils rencontraient pour présenter les renseignements requis. Le Secrétariat avait aussi reçu de plusieurs secrétariats régionaux des indications qu'ils souhaiteraient collaborer et échanger des informations ou contribuer à la prestation de l'assistance technique. Parmi eux figuraient les secrétariats de l'APEC, de l'ANASE, de la Ligue des États arabes, le Secrétariat permanent du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale (SIECA), et les secrétariats de la Commission de statistique pour la Communauté de l'Afrique orientale et de l'Union économique et

monétaire ouest-africaine (UEMOA). Le Secrétariat avait le sentiment que les contacts se développaient, que des progrès notables avaient été accomplis et que les Membres manifestaient un intérêt et demandaient à la section du Secrétariat qui s'occupait de la BDI d'organiser d'autres missions d'assistance technique. Au cours de la semaine passée, il avait reçu trois nouvelles demandes d'informations sur la procédure à suivre pour bénéficier d'une assistance technique.

Le Comité a pris note des déclarations.

d) Diffusion de la BDI et communications qui y sont destinées – Rapport du Président

Le Président a rappelé qu'à la réunion tenue par le Comité le 27 novembre 1998, il avait accepté de tenir des consultations ouvertes à tous pour débattre de la question de la BDI, et en particulier de celle des communications destinées à la BDI et de la diffusion de celle-ci. Deux réunions informelles s'étaient tenues à cette fin, l'une le 23 février 1999 et l'autre la veille, le 10 mars. À la réunion formelle du 27 novembre 1998, il avait indiqué que les consultations avaient pour objet de faire le point des communications destinées à la BDI à la suite de la lettre qu'il avait envoyée en novembre 1998 aux Membres qui n'avaient pas encore remis la leur. Son idée était que, si des progrès avaient été enregistrés dans ce domaine, il faudrait peut-être revoir le paragraphe 5 du texte approuvé par le Comité à sa réunion du 22 septembre 1998, intitulé "Diffusion de la BDI – Méthodes de diffusion" (document 1483/Rev.2). À la suite des consultations du 23 février 1999, il semblait que les Membres jugeaient encourageantes l'augmentation du nombre de communications destinées à la BDI et les demandes d'assistance technique, à la fois formelles et informelles. Si tout un chacun reconnaissait que cette évolution était positive, on a aussi admis qu'il fallait aller plus loin. Il fallait examiner les moyens d'encourager la présentation de communications ainsi que de demandes formelles d'assistance technique. Certains Membres avaient fait savoir qu'ils n'avaient pu présenter de communication faute de ressources. Pour donner suite aux points de vue ainsi exprimés, le Président avait proposé d'envoyer une nouvelle lettre aux Membres qui n'avaient pas encore communiqué leur documentation pour la BDI. Il avait aussi été convenu qu'une nouvelle consultation ouverte à tous se tiendrait avant la réunion formelle afin de discuter plus précisément du paragraphe 5 du texte mentionné précédemment.

Le Président a jugé les consultations fructueuses, estimant que, dans un sens général et sur le plan théorique, les Membres avaient une bonne compréhension de ce qu'il fallait pour résoudre le problème du paragraphe 5 et de sa relation avec la question des communications. Il a aussi ajouté que, malgré cette compréhension théorique élémentaire, il fallait encore s'occuper de certains détails importants et de certains impondérables; il a donc proposé au Comité de poursuivre les consultations afin de parvenir dès que possible à une solution. Ses consultations s'appuieraient sur les propositions qui avaient été faites lors des consultations. Il y avait un texte concret proposé par l'Inde. Il y avait aussi quelques suggestions concrètes faites par l'Argentine sur ce qui pourrait être fait pour encourager les communications, relatives à l'autorisation qui devrait être donnée à la Division de l'examen des politiques commerciales de communiquer automatiquement ses données à la Division de la statistique. Il y avait une réserve particulière qui ne remettait pas en cause le concept lui-même mais qui avait à voir avec la possibilité pour certains pays de ne pas participer. Il y avait la proposition de notification croisée faite par les États-Unis, qu'un Membre avait interprétée comme une offre positive de coopération technique. L'Australie avait proposé que ses données soient utilisées comme schéma. De l'avis du Président, les Membres convenaient que toutes ces propositions avaient été faites dans un esprit constructif et que, mises ensemble, elles pouvaient servir au moins partiellement de base en vue de résoudre le problème. Il a jugé extrêmement important de souligner que, même si les membres voyaient là la base possible d'une solution, il fallait reconnaître que le facteur qui contribuerait le plus à rendre superflu le paragraphe 5 du document précité était l'augmentation du nombre de communications conformément à la Décision du Conseil général. Il a demandé à tous les Membres qui pouvaient le faire d'accélérer la communication de leur

documentation. À ce stade initial de la BDI, il y avait aussi une volonté de souplesse quant à l'exhaustivité des communications.

Le Président considérait la BDI comme un outil extrêmement important qui devrait être opérationnel dès que possible. À l'issue de cette réunion, il comptait prendre contact avec un certain nombre de délégations afin de comprendre précisément ce qu'elles considéraient comme des problèmes non réglés. Il espérait ensuite engager des consultations ouvertes à tous et, dans ce contexte, convoquer une réunion formelle du Comité. Il souhaitait le faire dans un avenir proche car il voulait éviter de ralentir le mouvement.

Le représentant du Mexique a informé le Comité que des travaux intensifs avaient été engagés dans sa capitale afin que les données soient prêtes à être communiquées à la BDI. Il a formulé l'espoir que ces travaux seraient achevés dès que possible. Il a aussi tenu à déclarer que seules les données communiquées par le gouvernement mexicain pouvaient être considérées comme des renseignements valides et légaux sur le Mexique à l'OMC.

Le représentant de la Roumanie a tenu à confirmer que des travaux intensifs étaient en cours dans sa capitale afin de mettre au point la communication destinée à la BDI. En outre, une équipe d'experts de la capitale se rendrait prochainement à Genève afin de vérifier, en coopération avec le Secrétariat, si la documentation établie correspondait à ce qui était requis. Des travaux complémentaires seraient effectués si nécessaire. La Roumanie estimait qu'elle apporterait ainsi une contribution de plus en vue de rendre opérationnelle la BDI. Elle s'acquittait aussi d'une obligation qu'elle avait contractée en tant que Membre de l'OMC.

Le Président a dit que tout Membre qui souhaitait une assistance technique devait la demander officiellement. Le fait que les demandes d'assistance technique soient enregistrées était très utile et constituait un signe encourageant que les Membres étaient plus nombreux à relever le défi d'établir leur documentation pour la BDI.

Le Comité a pris note des déclarations.

5. Établissement des listes codifiées sur feuillets mobiles concernant les marchandises

Le Président a rappelé qu'à la dernière réunion du Comité, le Secrétariat avait rendu compte de ce projet sous l'angle technique et qu'un résumé intitulé "Listes tarifaires codifiées: Projet de coopération technique" daté du 24 novembre 1998 avait été distribué dans la salle.

Mme Gagliardi, du Secrétariat, a signalé que le projet pilote de listes sur feuillets mobiles était terminé. Une proposition visant à construire une base de données sur les Listes tarifaires consolidées avait ensuite été élaborée. Elle prévoyait qu'une fois les ressources nécessaires obtenues, le Secrétariat élaborerait les projets de fichiers des concessions tarifaires codifiées pour les pays en développement. Les pays développés élaboreraient eux-mêmes leurs communications destinées à la base de données sur les listes tarifaires selon le format électronique que leur indiquerait le Secrétariat. Le Secrétariat pourrait aussi leur fournir sur demande les outils logiciels mis au point dans le cadre du projet. Comme cela était expliqué dans le rapport préliminaire présenté au Comité le 27 novembre 1998, le projet consisterait à formater et à codifier les listes tarifaires d'une centaine de pays en développement. Il en résulterait une base de données contenant des projets de listes tarifaires codifiées. Cette base de données ne serait qu'un outil de travail qui ne préjugerait pas de la valeur juridique de son contenu, mais elle donnerait une image précise des concessions des Membres. Le Secrétariat fournirait aux Membres leurs projets de fichiers de listes codifiées, et ces Membres pourraient alors notifier leur approbation au Secrétariat et présenter leurs listes codifiées conformément aux procédures habituelles. Le rapport technique complet contenant le projet d'architecture de la base de données et les solutions proposées pour résoudre certains problèmes

techniques pouvait être obtenu sur demande auprès du Secrétariat. Celui-ci était prêt à entreprendre le projet dès que les fonds seraient disponibles. Pour l'instant, il le présentait aux donateurs potentiels.

M. Opelz, du Secrétariat, a déclaré que le coût du projet était estimé à environ 750 000 francs suisses. Cette somme ne pourrait être prélevée sur le budget ordinaire. Le Secrétariat avait pris contact avec un certain nombre de délégations afin de voir s'il serait possible de trouver des fonds extrabudgétaires. Les discussions se poursuivaient.

Le Comité a pris note des déclarations.

6. Autres questions

a) Nouvelle-Zélande – Initiative de libéralisation accélérée des droits de douane

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a déclaré que, comme la Malaisie qui l'avait précédée à la présidence de l'APEC l'avait fait l'année précédente, la Nouvelle-Zélande tenait à donner brièvement aux Membres les dernières informations sur l'Initiative de libéralisation accélérée des droits de douane qui s'était développée au sein de l'APEC. Depuis le rapport que la Malaisie avait remis au Comité à propos des décisions prises par les ministres de l'APEC à Kuala Lumpur en novembre 1998 afin d'élargir la participation à l'initiative, la Nouvelle-Zélande avait présenté un document donnant des informations générales sur les propositions élaborées par l'APEC. Ce document, intitulé "Initiative de libéralisation accélérée des droits de douane de l'APEC", avait été distribué sous la cote WT/GC/W/138.

La Nouvelle-Zélande et les autres coordonnateurs de l'APEC pour les divers produits visés par l'initiative avaient participé peu avant à Genève à des discussions informelles utiles sur l'initiative avec divers Membres de l'OMC qui ne faisaient pas partie de l'APEC et comptaient poursuivre les consultations informelles au cours des semaines à venir. Des renseignements supplémentaires sur l'initiative devraient être disponibles dans les prochains jours sur le Mécanisme de diffusion des documents, sous la forme d'un addendum au document WT/GC/W/138.

b) Colombie – Rectification de la Liste de la Colombie

La représentante de la Colombie a dit que son pays avait distribué le 19 juin 1998, sous la cote G/MA/TAR/RS/55, une rectification proposée à la Liste de la Colombie. Il y avait eu une erreur de procédure lors de l'élaboration du texte sur papier traité de la Liste de la Colombie, et la rectification consistait à réincorporer une page manquante dans ce texte. Les États-Unis avaient formulé une réserve dans le délai prescrit, et des entretiens bilatéraux avaient été engagés. Depuis cette date, la Colombie n'avait reçu aucune information, et la réserve n'avait toujours pas été levée. L'intervenante a fait savoir que la délégation colombienne était disposée à fournir de plus amples renseignements si les États-Unis le souhaitaient. Sinon, elle a demandé qu'ils lèvent leur réserve dès que possible.

Le représentant des États-Unis a assuré la représentante de la Colombie qu'il examinerait cette affaire avec la plus grande attention et qu'il espérait parvenir dès que possible à une solution satisfaisante.

Le Comité a pris note des déclarations.

c) Communication des tarifs douaniers en 1999

Le Président a appelé l'attention du Comité sur le document G/MA/TAR/3/Rev.4 du 3 mars 1999, qui contenait une liste révisée et mise à jour des tarifs douaniers dont le Secrétariat

disposait. Il a encouragé les Membres qui ne l'avaient pas encore fait à communiquer la version de 1999 de leur tarif douanier ou, au moins, une version plus récente dans le cas où leur tarif datait du début des années 90, car ces tarifs étaient fréquemment consultés par les délégations et les membres du Secrétariat ainsi que par des particuliers et des étudiants.

Le Comité a pris note de la déclaration.

d) Date de la prochaine réunion

Le Président a informé le Comité que la prochaine réunion était prévue pour le mercredi 9 juin 1999, sous réserve de confirmation.
